



Audit – Bureau de Tours

7 rue Dora Maar
Espace Rimbaud
BP 67152

37071 Tours Cedex 2

T : +33 (0)2 47 71 23 45

www.bakertilly.fr

**FEDERATION DES ŒUVRES LAIQUES D'INDRE ET LOIRE
(F.O.L. 37)**

Association

Siège social : 10, avenue de la République – 37300 JOUE LES TOURS

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2025

EXPERTISE - AUDIT - CONSEIL

SAS Baker Tilly STREGO exerçant sous le nom commercial de Baker Tilly est membre du réseau mondial Baker Tilly International Ltd., dont les membres sont des entités juridiques séparées et indépendantes.

Siège social : 4 rue Papiau de la Verrie – BP 70948 – 49009 Angers Cedex 01 – R.C.S Angers 063 200 885. Société inscrite à l'ordre des Experts-Comptables de la Région Pays de Loire et à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes Ouest Atlantique.



FEDERATION DES ŒUVRES LAIQUES D'INDRE ET LOIRE

(F.O.L. 37)

Association

Siège social : 10, avenue de la République – 37300 JOUE LES TOURS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2025

À l'Assemblée Générale de l'association FEDERATION DES ŒUVRES LAIQUES 37,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association FEDERATION DES ŒUVRES LAIQUES 37 relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association FEDERATION DES ŒUVRES LAIQUES 37 à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2023-03 exposées dans l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne :

- Les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation des subventions.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Tours le 5 juin 2026

Le Commissaire aux Comptes
Baker Tilly STREGO

JEAN-PAUL BRIAND

✓ Certifié par  yousign

Jean-Paul BRIAND

COMPTES ANNUELS

AU 31 DECEMBRE 2025

BILAN

Actif				
Rubriques	Montant brut	Dépréciation	Montant net N	Montant net N-1
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, droits similaires	3 735	3 735		
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	150 000		150 000	150 000
Constructions	800 555	464 897	335 658	370 386
Installations techniques, mat. et outillage indus.	18 396	14 454	3 942	5 405
Autres immobilisations corporelles	224 774	127 850	96 925	106 690
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts	12 500		12 500	12 500
Autres immobilisations financières	500		500	500
Total I	1 210 461	610 936	599 525	645 481
Stocks et en-cours				
Stock et en-cours				
Créances				
Créances reçues par legs ou donations				
Créances clts., adhér., usagers et cpt. Rattachés	442 321	17 999	424 323	465 932
Autres créances	517 859		517 859	551 280
Valeurs mobilières de placement	5 488		5 488	5 488
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	93 911		93 911	200 952
Charges constatées d'avance	4 907		4 907	8 614
Total II	1 064 486	17 999	1 046 487	1 232 266
Frais d'émission des emprunts III				
Primes de remboursement des obligations IV				
Ecart de conversion (actif) V				
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)	2 274 947	628 934	1 646 013	1 877 747
Rubriques	Montant brut		Montant net N	
Engagements reçus				
Legs nets à réaliser :				
Acceptés par les organismes stat. compétents ;				
Autorisés par l'organisme de tutelle ;				
Dons en nature restant à vendre.				

Passif

Rubriques	Montant net N	Montant net N-1
Fonds propres		
Fonds associatifs sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	168 141	168 141
Fonds propres avec droit de reprise statutaires		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	555	555
Autre		
Report à nouveau	215 500	301 368
Excédent ou déficit de l'exercice	22 090	(85 868)
Situation nette (sous total)	406 286	384 197
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	81 231	95 880
Provisions réglementées		
Total I	487 518	480 077
Fonds dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donation		
Fonds dédiés		
Total II		
Provisions		
Provisions pour risques	3 500	
Provisions pour charges	61 501	48 476
Total III	65 001	48 476
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	41 479	105 212
Emprunts et dettes financières divers		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	308 565	269 784
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	348 215	328 887
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	123 344	36 010
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	271 892	609 301
Total IV	1 093 494	1 349 194
Ecart de conversion (passif) (V)		
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)	1 646 013	1 877 747

BILAN ASSOCIATION COMPARATIF

Actif						
Rubriques		% du poste	% de l'actif		% du poste	% de l'actif
Immobilisations incorporelles		0%	0%		0%	0%
Immobilisations corporelles	586 525	98%	36%	632 481	98%	34%
Immobilisations financières	13 000	2%	1%	13 000	2%	1%
Actif immobilisé	599 525	100%	36%	645 481	100%	34%
Stocks		0%	0%		0%	0%
Créances	942 182	90%	57%	1 017 211	83%	54%
Disponibilités	99 399	10%	6%	206 440	17%	11%
Actif circulant	1 041 580	100%	63%	1 223 652	100%	65%
Comptes de régularisation	4 907	100%	0%	8 614	100%	0%
TOTAL ACTIF	1 646 013		100%	1 877 747		100%

Passif						
Rubriques		% du poste	% du passif		% du poste	% du passif
Fonds propres	384 197	79%	23%	470 064	98%	25%
Résultat de l'exercice	22 090	5%	1%	(85 868)	-18%	-5%
Autres fonds associatifs	81 231	17%	5%	95 880	20%	5%
Capitaux propres	487 518	100%	30%	480 077	100%	26%
Fonds dédiés			0%			0%
Provisions pour risques et charges	65 001	100%	4%	48 476		3%
Emprunts et dettes financières	41 479	5%	3%	105 212	14%	6%
Autres dettes	780 123	95%	47%	634 681	86%	34%
Dettes	821 602	100%	50%	739 893	100%	39%
Comptes de régularisation passif	271 892	100%	17%	609 301	100%	32%
TOTAL PASSIF	1 646 013		100%	1 877 747		100%

COMPTE DE RESULTAT

Rubriques	Montant N	Montant N-1
Cotisations	37 789	59 510
Ventes de biens et services		
Vente de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	914 031	729 892
dont parrainages		
Production stockée		
Production immobilisée		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	1 848 623	1 512 021
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats	26 500	8 500
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprise sur amortissements et provisions, transfert de charges	19 476	224 446
Utilisation des fonds dédiés		
Autres produits	7 428	364
Total (I)	2 853 847	2 534 733
Participations		
Autres valeurs mobilières et créances d'actif		
Autres intérêts et produits assimilés	333	171
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total (II)	333	171
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		27 055
Produits exceptionnels sur opérations en capital		10 634
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Total (III)		37 689
Total des produits (I+II+III)	2 854 180	2 572 593
Solde débiteur = Déficit		85 868
Total général	2 854 180	2 658 460
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	653 736	683 464
Aides financières	176 461	24 162
Impôts, taxes et versements assimilés	133 734	122 864
Salaires et traitements	1 350 525	1 287 745
Charges sociales	376 366	375 652
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	68 951	57 650
Dotations aux provisions	27 952	10 250

Report en fonds dédiés		
Autres charges	40 396	39 374
Total (I)	2 828 120	2 601 161
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées	3 970	3 546
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total (II)	3 970	3 546
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		53 753
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
Total (III)		53 753
Participation salariés aux résultats (IV)		
Impôts sur les bénéfices (V)		
Total des charges (I+II+III)	2 832 090	2 658 460
Solde créditeur = Excédent	22 090	
Total général	2 854 180	2 658 460

Rubriques	Montant N	Montant N-1
Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature	71 597	70 164
Bénévolat		
MONTANT TOTAL DES RESSOURCES	71 597	70 164
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		3 220
Prestations en nature	17 036	20 076
Personnel bénévole	54 561	46 868
MONTANT TOTAL DES EMPLOIS	71 597	70 164

COMPTE DE RESULTAT COMPARATIF

Rubriques	N	N-1	Variation
Cotisation	37 789	59 510	(21 721)
Vente de biens			
Ventes de prestations de service	914 031	729 892	184 139
Production stockée			
Production immobilisée			
Produits de tiers financeurs	1 848 623	1 512 021	336 602
Ressources liées à la générosité du public	26 500	8 500	18 000
Contributions financières			
Reprise sur provisions, amortissements et transfert de charge	19 476	224 446	(204 970)
Utilisation des fonds dédiés			
Autres produits	7 428	364	7 065
Produits d'exploitation	2 853 847	2 534 733	319 115
Achats de marchandises (et droits de douanes)			
Variations de stock de marchandises			
Autres achats et charges externes	653 736	683 464	(29 728)
Aides financières	176 461	24 162	152 299
Impôts, taxes et versements assimilés	133 734	122 864	10 869
Salaires et traitements	1 350 525	1 287 745	62 780
Charges sociales	376 366	375 652	714
Dotations aux amortissements et provisions	96 903	67 900	29 003
Report en fonds dédiés			
Autres charges	40 396	39 374	1 022
Charges d'exploitation	2 828 120	2 601 161	226 959
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	25 727	(66 428)	92 155
Produits financiers	333	171	161
Produits exceptionnels		37 689	(37 689)
Charges financières	3 970	3 546	424
Charges exceptionnelles		53 753	(53 753)
Impôt sur les bénéfices			
BÉNÉFICE OU PERTE	22 090	(85 868)	107 957

ANNEXE

VARIATION DES FONDS PROPRES ASSOCIATIFS

Rubriques	Montant début exercice	Affectation du résultat	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
Fonds propres sans droit de reprise	168 141				168 141
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	555				555
Report à nouveau	301 368			85 868	215 500
Excédent ou déficit de l'exercice	(85 868)	(85 868)	22 090		22 090
Situation nette	384 197	(85 868)	22 090	85 868	406 286
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	95 880		17 848	32 497	81 231
Provisions réglementées					
TOTAL	480 077	(85 868)	39 938	118 365	487 518

EMPLOIS ET EVALUATIONS DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Emplois des contributions volontaires en nature - Exercice N	Montant
Secours en nature	
Mise à disposition gratuite de biens et services	
Prestations en nature	17 036
Personnel bénévole	54 561
TOTAL	71 597

Ressources des contributions volontaires en nature - Exercice N	Montant
Bénévolat	
Prestations en nature	71 597
Dons en nature	
TOTAL	71 597

VENTILATION DE L'EFFECTIF DE L'ASSOCIATION

Par effectif salarié, on entend l'ensemble des personnes ayant un contrat de travail et rémunérées directement par l'association.

Par personnel mis à disposition, on entend personnel intérimaire et le personnel détaché ou prêté par l'association.

Rubriques	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Ingénieurs et cadres	9	
Agents de maîtrise et techniciens	36	
Employés	8	
Ouvriers		
TOTAL	53	

PRINCIPES COMPTABLES, METHODES D'EVALUATION

Règles et méthodes comptables

L'exercice clos le 31/12/2025 a une durée de 12 mois.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables homologué par arrêté ministériel du 8 septembre 2014 relatif au Plan Comptable Général, ainsi que du règlement 2018-06 de l'ANC homologué par arrêté ministériel du 5 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissements des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, selon les principes suivants :

- Continuité de l'exploitation,
- Indépendance des exercices,
- Règles de prudence et sincérité des comptes.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Changement de méthode comptable – Application du règlement ANC n°2023-03

L'association a appliqué, à compter de l'exercice ouvert le 01/01/2025, les dispositions du règlement ANC n°2023-03 relatif à la modernisation des états financiers et à la réforme du Plan Comptable Général.

La première application de ce règlement constitue un changement de méthode comptable.

Conformément aux dispositions réglementaires, ce changement a été appliqué de manière prospective.

Les principales incidences de cette réforme concernent notamment :

- La nouvelle présentation des états financiers (bilan, compte de résultat et annexe) ;
- La redéfinition du résultat exceptionnel ;
- La suppression de la technique des transferts de charges ;
- L'évolution du plan de comptes (suppression, création et modification de certains comptes) ;
- La mise en place de nouveaux tableaux normés dans l'annexe.

L'impact de ce changement de méthode sur les comptes de l'exercice se traduit principalement par :

Les charges et produits exceptionnels d'un montant respectif de 3 988.71 et 16 083.83 eur ont été affectés aux comptes de charges et produits d'exploitation correspondants.

Les quotes-parts des subventions d'investissement virées au résultat sont désormais comptabilisées avec les subventions d'exploitation.

Les transferts de charges d'un montant global de 184 534.91 ont été comptabilisés soit en ventes de produits annexes et se trouvent intégrés aux Ventes de prestations de services pour 132 832.95 eur, soit en déduction des charges d'exploitation pour 51 701.96 eur.

Lorsque les impacts ne sont pas significatifs, l'association précise que l'application du règlement ANC n°2022-06 est sans incidence matérielle sur les comptes de l'exercice.

Faits caractéristiques :

La Ligue de l'Enseignement d'Indre et Loire est depuis Décembre 2024 le chef de file d'un consortium formé avec 13 autres partenaires sur le projet O2R KAPP'ABLE financé par la DREETS. Ce projet vise à repérer, remobiliser et accompagner 440 personnes éloignées de l'emploi sur le territoire du département.

Le financement de ce projet s'élève à 1 628 000 eur sur les 3 ans de la convention à destination de la totalité des partenaires.

Le versement de la contribution par l'Etat est conditionné à l'inscription des crédits dans la loi de finances de chaque année.

Pour l'année 2025, la subvention imputable à la Ligue de l'Enseignement d'Indre et Loire s'élève à 243 708.62 eur dont 164 763.13 eur de contributions à reverser aux partenaires.

Evénements significatifs postérieurs à compter de la clôture

Néant

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire.

	Constructions	10 à 50 ans
Agencements et aménagements des constructions		10 à 20 ans
Installations techniques		5 à 10 ans
Matériels et outillage industriels		5 à 10 ans
Installations gles, agencements et aménag. divers		10 ans
Matériel de bureau		5 à 10 ans
Matériel informatique		2 à 3 ans
Mobilier		3 à 10 ans

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à cette valeur, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. Une provision pour créances douteuses d'un montant de 17 999 euros a été comptabilisée au 31/12/2025.

Les autres créances sont essentiellement composées du solde des subventions à recevoir.

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement octroyées à l'association sont enregistrées conformément à l'article 312-1 du règlement ANC n°2014-03, dans le compte 131000 "Subventions d'investissement", avec reprise au compte de résultat au rythme de l'amortissement des biens financés, dans le compte 7473000.

Engagements de départ à la retraite :

Les engagements de l'entité en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont constatés sous forme de provision.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon rétrospective prorata temporis (droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisés à la date du calcul) sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié à l'âge de 64 ans en tenant compte des éléments suivants :

- paramètres propres à chacun des salariés de l'entité (âge à la clôture, ancienneté, statut, taux de mortalité et salaire brut annuel),
- données spécifiques de l'entité (convention collective, hypothèse de progression de la masse salariale, taux de rotation prévisionnel du personnel et taux de charges sociales),

- taux d'actualisation retenu à 3.96%.

Le montant ainsi obtenu, majoré des charges patronales, s'élève à 61 501 euros.

Fonds dédiés et reportés

Les fonds dédiés sont des rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être totalement utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Au 31 Décembre 2025, il n'existe pas de fonds dédiés.

Régime fiscal

L'entité est un organisme sans but lucratif non soumis aux impôts commerciaux au régime de droit commun.

Engagements hors bilan

Les engagements donnés sont les suivants :

- Emprunt 274 000 € : Privilège de prêteur de deniers sur l'immeuble pour un montant de 41 479.31 €

CHARGES A PAYER

Montant des charges à payer inclus dans les postes de bilan suivants :

Rubriques	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	138 659
Dettes fiscales et sociales	146 462
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Disponibilités, charges à payer	
Autres dettes	180
TOTAL	285 302

PRODUITS ET AVOIRS A RECEVOIR

Montant des produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Immobilisations financières	
- Créances rattachées à des participations	
- Autres immobilisations financières	
Créances	
- Créances clients et comptes rattachés	172 886
- Autres créances	101 697
<i>dont avoirs à recevoir</i>	1 468
Valeurs mobilières de placement	
Disponibilités	
TOTAL	274 582

PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

Provisions réglementées

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions pour reconstitution des gisements				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
TOTAL				

Provisions pour risques et charges

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions et obligations similaires	48 476	13 025		61 501
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges		3 500		3 500
TOTAL	48 476	16 525		65 001

Provisions pour dépréciation

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions sur immobilisations incorporelles				
Provisions sur immobilisations corporelles				
Provisions sur titres de participation				
Provisions sur autres immobilisations financières				
Provisions sur stocks et en cours				
Provisions sur comptes clients	26 048	11 427	19 476	17 999
Autres provisions pour dépréciation				
TOTAL	26 048	11 427	19 476	17 999
TOTAL GÉNÉRAL	74 524	27 952	19 476	83 000

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DETTES

Etat des créances

Rubriques	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	12 500		12 500
Autres immobilisations financières	500	500	
Total de l'actif immobilisé	13 000	500	12 500
Clients douteux ou litigieux	17 949	17 949	
Autres créances clients	424 373	424 373	
Créance représentative de titre prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	8 815	8 815	
Etat – Impôts sur les bénéfices			
Etat – Taxe sur la valeur ajoutée			
Etat – Autres impôts, taxes et versements assimilés	93 034	93 034	
Etat – Divers	376 403	376 403	
Groupes et associés			
Débiteurs divers	39 607	39 607	
Total de l'actif circulant	960 181	960 181	
Charges constatées d'avance	4 907	4 907	
TOTAL	978 088	965 588	12 500

Etat des dettes

Rubriques	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Auprès des organismes de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	41 479	23 370	18 110	
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	308 565	308 565		
Personnel et comptes rattachés	102 836	102 836		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	198 146	198 146		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	47 233	47 233		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	119 923	119 923		
Dette représentative de titres empruntés ou remis en garantie				
Produits constatés d'avance	271 892	271 892		
TOTAL	1 090 073	1 071 964	18 110	

IMMOBILISATIONS ET AMORTISSEMENTS

Immobilisations

Rubriques	Montant début exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles	3 735			3 735
Terrains	150 000			150 000
Constructions sur sol propre	300 000			300 000
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales	500 555			500 555
Installations techniques et outillage industriel	17 886	510		18 396
Installations générales, agencements et divers	23 027	7 299		30 326
Matériel de transport	67 481	9 840	13 204	64 117
Matériel de bureau, informatique et mobilier	127 874	9 557	7 100	130 331
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Total des immobilisations corporelles	1 186 823	27 206	20 303	1 193 726
Participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières	13 000			13 000
Total des immobilisations financières	13 000			13 000
TOTAL	1 203 558	27 206	20 303	1 210 461

Situation et mouvements de l'exercice des amortissements techniques (ou venant en diminution de l'actif)

Rubriques	Montant début exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles	3 735			3 735
Terrains				
Constructions sur sol propre	72 000	6 000		78 000
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions inst. générales, agencements et aménagements des constructions	358 169	28 728		386 897
Installations techniques, matériel et outillage industriels	12 481	1 973		14 454
Installations générales, agencements et divers	5 696	3 367		9 064
Matériel de transport	8 759	14 975	8 993	14 742
Mat de bureau et informatique, mobilier	97 236	13 908	7 100	104 044
Emballages récupérables et divers				
Total des amortissements sur immobilisations corporelles	554 342	68 951	16 093	607 200
TOTAL	558 077	68 951	16 093	610 936

CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

Rubriques	Charges	Produits
486 - Charges constatées d'avance	4 907	
487 - Produits constatés d'avance		264 814
48756 - PCA - Affiliations Adhésions		7 078
TOTAL	4 907	271 892

CHIFFRE D'AFFAIRES ET RESSOURCES – REPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITE

Secteurs d'activité	
Prestations de service	753 685
Produits des activités annexes	160 346
Affiliations / adhésions	37 789
TOTAL	951 820

SUBVENTIONS D'EXPLOITATION

Suivi des subventions affectées

Rubriques	Montant initial	Fonds à engager au début de l'exercice A	Utilisation en cours de l'exercice B	Engagements à réaliser sur nouvelles ressources affectées C	Fonds restants à engager en fin d'exercice A-B+C
TOTAL					

Concours publics et subventions

Rubriques	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF/MSA	Autres	Total
Concours publics						
Subventions d'exploitation	24 500	731 983	666 916	184 417	208 309	1 816 126
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement			18 430	7 404	6 662	32 497
TOTAL						1 848 623